

## TERMES DE RÉFÉRENCE (TDR)

**Position : Coordonnateur-trice de terrain-Consultant**

### 1. Information sur le poste

<b>Bureau/Unité/Projet</b>	Unité Gouvernance /Relation Etat-citoyen
<b>Titre de poste</b>	Consultant.e-Coordonnateur.trice de terrain-Consultant
<b>Type de contrat</b>	Consultant
<b>Nombre de poste</b>	2
<b>Lieu d'affectation (ville et pays)</b>	Cap Haïtien ou les Cayes
<b>Date de début prévue</b>	1er décembre 2024
<b>Durée prévue</b>	Six (6) mois

### 2. Bureau/Unité/Description du projet

Le programme pays du PNUD Haïti 2017-2021 met l'accent sur trois grands domaines de coopération qui se renforcent mutuellement : la gouvernance démocratique et l'État de droit, la réduction de la pauvreté et la résilience. Ce programme est en conformité avec les priorités nationales telles qu'énoncées dans le Plan stratégique de développement d'Haïti 2012-2030, le Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2017-2021 et le Plan stratégique du PNUD. Il vise à soutenir le Gouvernement haïtien dans sa démarche à long terme pour le développement durable, en mettant l'accent sur la nécessité de progresser rapidement vers la réalisation des objectifs du développement durable, ceci à l'horizon 2030. Cela impose au PNUD de favoriser une approche programmatique intégrée axée sur les conseils stratégiques et la prise en main du programme par le pays, ceci en renforçant les capacités humaines et institutionnelles nécessaires à l'identification participative des besoins, la formulation de cadres juridiques, de politiques et de programmes de développement, et l'utilisation efficace des ressources publiques.

Depuis 2018, Haïti fait face à une crise aigüe qui se manifeste à la fois par une profonde instabilité socio-politique et une dégradation extrême de son contexte sécuritaire. Ces fragilités, aux effets profondément néfastes sur la capacité des Haïtiennes et Haïtiens à jouir convenablement de leurs droits et libertés, restent l'un des défis majeurs pour la confiance entre l'État et ses citoyens qui est la base de la stabilité et de la paix durables. Au cœur de ce constat, se trouve la faible capacité des institutions publiques aussi bien au niveau national que local à assurer les services publics essentiels à la population. Cela est devenu une préoccupation majeure qui affecte sérieusement les dividendes partagés de la paix pour chaque frange de la population. L'effondrement des fonctions de l'État et l'absence d'État de droit fragmentent également le tissu social. Le dernier mouvement de justice populaire labellisé « Bwa Kalé » avec un nombre important de lynchages sans discrimination génère un climat de suspicion et de peur entre les différentes communautés à un moment où des mécanismes de solidarité renouvelés doivent être promus. La garantie d'une paix durable en Haïti étant ainsi menacée par diverses fragilités fonctionnelles et structurelles des institutions étatiques qui, en retour, favorisent d'autres facteurs d'instabilité tels que l'instabilité

socio-politique et la criminalité, le renforcement de la capacité de ces institutions semble dès lors indispensable pour raffermir cette confiance qui se dégrade entre l'État et ses citoyens. En effet, l'affaiblissement de l'efficacité de l'action publique, notamment dans le domaine de la gouvernance locale, la sécurité, la justice et l'éducation, a laissé un vide institutionnel dans plusieurs localités du pays. C'est le cas de certaines localités de la zone métropolitaine de Port-au-Prince et du Bas Artibonite où ce vide a rapidement été récupéré par des groupes criminels, en l'occurrence les gangs armés, et a provoqué une insécurité de plus en plus menaçante pour d'autres localités. C'est ainsi le cas dans les départements de la Grand'Anse, du Nord-Ouest dont Bassin bleu et Saint Louis du Nord et du Sud dont les Cayes, marqués par l'extrapolation des facteurs d'insécurité de la métropole de Port-au-Prince

C'est dans ce cadre que UNCT met en oeuvre un projet conjoint PNUD-UNESCO-OIM "Soutenir et appuyer la relation État-Citoyen pour l'amélioration des efforts de l'extension de l'autorité de l'État et la paix durable en Haïti", financé par le Fonds pour la Consolidation de la Paix(PBF). Ce projet vise à créer les conditions favorables au renforcement de la confiance entre l'État et les citoyens à travers le retour des services sociaux de base fournis par les institutions étatiques au profit des communautés et de la cohésion sociale, l'amélioration de la sécurité et le rétablissement de la paix dans les zones affectées par la violence, et la contribution à l'amélioration de la gouvernance locale. Articulé autour des effets du UNSDCF.2023-2027, ce projet entend soutenir les efforts du gouvernement Haïtien vers la mise en oeuvre des grands chantiers [no 1 : La refondation territoriale; no 3 : La refondation sociale; no 4 : La refondation institutionnelle.] du Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH.2012-2030). Ce projet intervient dans un contexte marqué par l'adoption d'une série de résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU en faveur de la paix durable en Haïti parmi lesquelles la résolution [S/RES/2699(2023)], adoptée 2 octobre 2023 sur le déploiement d'une Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité [MMAS] en Haïti. Conçu comme une initiative de réponses intégrée, ce projet entend contribuer, en marge des efforts de la MMAS et de la PNH, entre autres, à combler des lacunes politiques/institutionnelles des autorités locales (Mairie, ASEC-CASEC, etc.), à aider la communauté et la population à adhérer à un processus de paix (vers le large consensus autour d'une sortie de crise rapide et durable), à recréer rapidement un semblant de normalité (urgence à soutenir le redéploiement/extension des services essentiels de base), à étendre le processus de paix en dehors de la métropole de Port-au-Prince (préserver les espaces non-affectés en dehors de PaP de la violence et de l'activité des gangs) ou encore à étendre la portée et la légitimité de mécanismes de gouvernance acceptés par la population tout en contribuant à restreindre l'utilisation légitime de la force (complémentarité avec l'action de la force militaire avec focus sur l'opérationnalisation du nexus humanitaire-paix-développement), etc. Au regard du caractère de mécanisme flexible, innovant du PBF, ce projet entend également promouvoir une approche visant à cibler les causes immédiates identifiées/éléments essentiels pour le retour rapide à la vie normale (corruption, accès à la justice, DDR, SSR, etc.) en marge d'explorer, dans le cas d'actions à venir, les points d'entrées vers des réponses structurelles aux facteurs structurels de la crise multidimensionnelle et complexe en Haïti.

En tant qu'agence lead du projet, le PNUD joue un rôle clé dans les pays ou situations lorsque des zones sont libérées et éventuellement maintenues sous contrôle militaire en vue de soutenir et d'appuyer les efforts d'UNCT et des partenaires vers la nécessité de créer un climat de confiance et d'appuyer un processus de paix en cours. Le PNUD a déjà accompagné diverses situations de

sortie de crise durable comme en Irak, en Afrique (Bassin du Lac Tchad, Liptako-Gourma, le Sahel ou encore avec la réponse One-UN post-Ebola dans la région du Mano River Union.) En Haïti, le PNUD continue de soutenir les efforts conjoints d'UNCT (MINUSTAH, MINUJUSTH, BINUH, etc.) aux côtés des efforts concertés de la partie nationale vers une sortie de crise durable.

Ainsi, le/la Coordonnateur.trice de terrain du projet jouera un rôle important dans mobilisation de terrain et la gestion de la mise en œuvre du projet y compris un rôle de leadership stratégique et l'appui technique et l'orientation sur les questions de gouvernance, de stabilisation-relèvement socio-économique et consolidation de la paix y compris en lien avec les questions transversales de migration et situations de déplacements forcés. Il/elle appuie également dans le développement, le management et la coordination de partenariats stratégiques et de communauté de pratiques aussi bien en interne au sein d'UNCT, qu'avec le partenariat bilatéral externe et les expertises, etc.

### **3. Taches/Responsabilités**

Le/la coordonnateur.trice de terrain coordonnera, soutiendra et apportera un appui technique à la mise en œuvre des activités du projet dans **les communes de Cap Haïtien et des Cays où il/elle sera basé.e**. Cela inclut la responsabilité quotidienne de gérer et de coordonner la conduite des activités et l'obtention des résultats conformément au document de projet et aux plans de travail convenus :

- Coordonner la mise en œuvre des activités du projet, des partenaires et des consultants en veillant à ce que les étapes du projet soient franchies conformément au plan de travail et à la qualité attendue ;
- Favoriser et renforcer la coopération et la coordination entre les diverses parties prenantes et les bénéficiaires du projet afin d'assurer la réussite de la mise en œuvre du projet
- Coordonner le travail des mobilisateur.trice.s communautaires, des partenaires et des consultant.e.s du projet dans les domaines concernant les stratégies, la planification, la gestion, la mise en œuvre et l'évaluation afin d'assurer le bon déroulement et la qualité de la mise en œuvre;
- Assurer le fonctionnement et la durabilité des activités du projet, des capacités et des institutions soutenues ;
- Soutenir l'équipe de communication du PNUD dans l'élaboration et la diffusion des informations sur le projet;
- Rendre compte régulièrement à l'Officier chargé.e des S&E des progrès, des meilleures pratiques, des enseignements tirés, des réussites, des récits des bénéficiaires et des observations sur le terrain ;
- Fournir des mises à jour régulières, des rapports trimestriels et annuels sur les réalisations et les objectifs du projet et produire des histoires d'intérêt humain.
- Supporter l'Officier chargé.e des S&E dans les activités de suivi régulières et le suivi des réalisations et des leçons apprises;
- Fournir un soutien administratif, logistique et de liaison pour la mise en œuvre de l'activité ;
- Soutenir l'élaboration du plan annuel d'approvisionnement pour le projet ;
- Soutenir l'organisation des réunions périodiques de l'équipe projet ;
- Superviser tous les arrangements logistiques pour les réunions, les randonnées, les missions de supervision et/ou les activités de formation ;

- Préparer les procès-verbaux des réunions et s'assurer que toutes les informations pertinentes sont diffusées à toutes les parties prenantes ;
- Effectuer toutes les autres tâches et missions confiées par les supérieur.e.s hiérarchiques.

#### **4. Structure hiérarchique**

Le/la Consultant.e coordonnateur.trice de terrain soutiendra l'Unité de coordination du projet à travers la mise en œuvre du projet : « Soutenir et appuyer la relation État-Citoyen pour l'amélioration des efforts de l'extension de l'autorité de l'État et la paix durable en Haïti », les partenaires locaux et les communautés. Il/elle sera placé.e sous la supervision directe du/de la Chargé.e de projet. Le/la coordonnateur.trice de terrain travaillera en étroite collaboration avec le/la Chef.fe d'Unité de Gouvernance, le Coordonnateur du projet ainsi que l'Officier de Suivi & d'Évaluation pour la mise en œuvre des activités du projet.

#### **5. Compétences**

##### **Compétences générales :**

- Respect des valeurs fondamentales des Nations-Unies : intégrité, neutralité, professionnalisme et respect de la diversité ;
- Engagement solide à l'égard du PNUD ;
- Aptitude à interagir, à établir et à maintenir de façon effective, aussi bien avec les collègues qu'avec les clients, de bonnes relations de travail dans le respect de la diversité culturelle, de genre, de religion, de nationalité et de différence d'âge ;
- Sensibilité aux questions culturelles et d'égalité entre les sexes ;
- Excellentes capacités interpersonnelles ;
- Dynamisme, rigueur, discipline et sens de la diplomatie ;
- Aptitude à travailler sous pression dans un environnement complexe et évolutif ;
- Flexibilité et attitude positive face au changement ;
- Motivation et capacité à poursuivre son développement personnel et à apprendre.

##### **Compétences fonctionnelles :**

- Connaissance technique avérée pour assumer les responsabilités et exigences du poste avec excellence ;
- Capacité d'établir des objectifs et des normes de performance clairs afin d'atteindre des

résultats de qualité en concordance avec les objectifs visés ;

- Créativité, bonne capacité d'analyse et recherche de solutions novatrices et pratiques pour faire face à des situations complexes ;
- Connaissance technique avérée de l'intégration de l'aspect genre dans la programmation et de la gestion des résultats en matière d'égalité des sexes ;
- Aptitude à interagir, à établir et à maintenir de façon effective aussi bien avec les collègues qu'avec les partenaires et les bénéficiaires de bonnes relations de travail dans le respect des diversités;
- Bonne maîtrise du français et du créole ; la maîtrise de l'anglais sera considérée un atout ;
- Bonne maîtrise de l'outil informatique.

## **6. Qualifications et Expériences**

### **a. Education**

- Diplôme de deuxième cycle dans une discipline en lien avec les domaines suivants : sciences économiques, politiques et sociales, sociologie, gestion de projet, développement local, planification du développement ou tout autre domaine équivalent.

### **b. Expériences**

- Au moins sept (7) années d'expérience dans un poste similaire.
- Au moins cinq (5) années d'expérience dans l'assistance communautaire aux victimes de violence.
- Au moins quatre (4) années d'expérience pertinente dans le domaine de l'engagement et du développement communautaires. Connaissance des problématiques de gouvernance locale, mobilisation communautaire et participation des jeunes ;
- Expérience antérieure dans le domaine de l'égalité des sexes et/ou de l'autonomisation des femmes serait un atout ;
- Très bonne connaissance du contexte institutionnel haïtien ;
- Une expérience de travail antérieure avec les Nations Unies serait un atout.

### **c. Aptitudes et compétences requises**

- Au moins quatre (4) années d'expérience dans des projets de développement à niveau local ou/et national ;
- Expérience souhaitée dans la mise en œuvre des projets de renforcement de capacités des communautés ;
- Expérience avérée de la supervision, du travail en équipe, de l'engagement et de la coordination de multiples parties prenantes et institutions concernées ;
- Solides compétences en communication (capacité à animer des réunions et à faire des présentations) ;
- Maîtrise de l'approche participative à base communautaire ;

- Expérience et maîtrise de Microsoft Office (Word, Excel, PowerPoint)
- Très bonne capacité rédactionnelle est souhaitable.
- Excellente connaissance et compréhension des nouvelles approches des Nations Unies pour lutter contre la violence en Haïti.
- Expérience de la programmation du redressement et de la résilience dans des contextes fragiles.

d. **Langues**

- Une maîtrise parfaite du français et du créole est indispensable ;
- Une connaissance pratique de l'anglais sera considérée un atout.

Les candidatures féminines sont fortement encouragées. Il est à noter que les candidat.e.s sélectionné.e.s seront basé.es à Cap Haïtien et les Cayes.

**7. Les documents suivants sont exigés des candidat.e.s :**

- a) **CV or P11**, indiquant tous les postes occupés précédemment et leurs principales fonctions sous-jacentes, leur durée (mois/année), les qualifications, ainsi que les coordonnées (courriel et numéro de téléphone) du candidat, et au moins trois (3) références professionnelles les plus récentes de ses anciens superviseurs. Les références peuvent également être des pairs
- b) Une lettre de motivation (longueur maximale : 1 page) indiquant pourquoi le candidat considère qu'il est apte à occuper le poste.
- c) Les gestionnaires peuvent demander (de manière ad hoc) tout autre document permettant d'évaluer au préalable la pertinence de l'expérience du candidat, tel que des rapports, des présentations, des publications, des campagnes ou d'autres documents.

**8. Annexes aux TDR**

- a) Liens vers tout matériel pertinent (non confidentiel) susceptible d'aider les candidats à mieux comprendre le contexte du bureau/de l'unité/du projet.
- b) Organigramme du bureau/de l'unité/du projet indiquant la position de la fonction.